

Génocide au Rwanda: la veuve du président Habyarimana entendue dans l'enquête Barril

Le Figaro, 3 novembre 2020



Agathe Habyarimana s'est rendue mardi matin au tribunal de Paris dans le cadre de l'enquête Barril. THOMAS SAMSON / AFP

Agathe Habyarimana, veuve de l'ancien président rwandais, soupçonnée d'être impliquée dans le génocide de 1994, est arrivée mardi matin au tribunal de Paris pour être interrogée dans l'enquête sur le rôle joué par l'ex-gendarme Paul Barril à l'époque des massacres. La veuve âgée de 79 ans, a été convoquée par un juge d'instruction chargé de cette enquête pour «complicité de génocide», en vue d'être placée sous le statut de témoin assisté, intermédiaire entre le simple témoin et la mise en examen.

Agathe Habyarimana, que la France a refusé d'ex-

trader au Rwanda sans toutefois lui accorder l'asile en raison des soupçons pesant sur elle, devrait être questionnée sur ses liens avec le capitaine Paul Barril, ex-gendarme de l'Elysée sous Mitterrand, reconverti dans les années 80 dans la sécurité auprès de chefs d'État africains. Cette information judiciaire contre l'ancien militaire a pour origine les plaintes déposées en 2013 par l'association Survie, la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) et son antenne française.

Les ONG l'accusent notamment d'avoir signé en mai 1994, au plus fort du génocide, un contrat d'armement de 3 millions de dollars avec le gouvernement intérimaire rwandais (GIR) alors qu'un embargo international avait été imposé par l'ONU. Paul Barril était à l'époque en lien avec la famille Habyarimana, notamment les fils de l'ancien président.

La veuve du président Habyarimana est souvent présentée comme l'une des dirigeantes de l'«akazu», le premier cercle du pouvoir hutu qui, selon ses accusateurs, a planifié et orchestré le génocide, ce qu'elle conteste. Exfiltrée du pays dès le 9 avril 1994, elle est elle-même visée depuis 2008 par une enquête sur son rôle dans le génocide, initiée par une plainte du Collectif des parties civiles pour le Rwanda (CPCR).